



Le contournement du Locle au point mort

NEUCHÂTEL • Après le refus, dimanche, de la vignette à 100 francs, Le Locle, une des portes d'entrée dans le canton et en Suisse, continuera à subir les nuisances dues au trafic routier.

CLAUDE GRIMM

Les projets de mobilité dans le canton de Neuchâtel ont décidément du plomb dans l'aile. Après l'échec du RER-Transrun en septembre 2012, c'était hier au tour du contournement des villes de La Chaux-de-Fonds et du Locle de subir un coup d'arrêt. Son financement dépendait en effet de l'acceptation de la vignette autoroutière à 100 francs, largement rejetée par les citoyens suisses et de justesse par les Neuchâtelois. Quant à la H20, elle ne sera pas transférée au réseau des routes nationales.

Tant le conseiller d'Etat Yvan Perrin que les parlementaires fédéraux accusent le coup. «On espérait au moins que Neuchâtel dise oui pour rendre attentif à la nécessité absolue de réaliser ces évènements. Cela nous

met dans une situation difficile pour obtenir un financement alternatif», regrette Didier Berberat, conseiller national. Selon lui, les options ne sont pas légion: «Le plus probable est une augmentation du prix de l'essence de 6 à 10 centimes, voire une augmentation de la TVA. On perdra au minimum trois ou quatre ans, sans assurance que le projet se réalise. Ce qui m'inquiète, c'est qu'aujourd'hui seuls Neuchâtel et Glaris étaient prêts. Dans quelques années, le gâteau sera plus petit et les convives autour de la table plus nombreux», conclut-il.

Projet vital

Du côté des autorités du Locle et de La Chaux-de-Fonds, c'est également le coup de massue. Si la solidarité cantonale a fonctionné pour le dossier hos-

pitalier, il n'en va pas de même pour la vignette, que seules les Montagnes neuchâteloises ont acceptée.

«Ce projet est vital pour les Montagnes. Les autorités vont écrire à Doris Leuthard et aux Chambres fédérales pour les remercier de leur soutien et les appeler à remettre l'ouvrage sur le métier pour trouver un financement», explique Cédric Dupraz, conseiller communal loclois.

Une des portes d'entrée du canton et du pays, Le Locle et ses dix mille habitants subissent un effet d'entonnoir entre la H20 et la route des Microtechniques. Chaque jour, quelque vingt-cinq mille véhicules traversent la localité, une situation qui s'aggrave encore avec l'accroissement du trafic frontalier.

En attendant, la commune du Locle tente d'améliorer la situation

par des mesures telles que la généralisation de zones de modération du trafic, la réalisation de P+R et de systèmes d'échange multimodal, l'aide à la mise sur pied de plans de mobilité pour les entreprises, etc.

Point faible: le trafic ferroviaire

La liaison ferroviaire entre la Suisse et la France constitue un autre point faible: «Le taux d'occupation du train diesel est de 100% aux heures de pointe. Mais alors que le potentiel de croissance est de 500%, l'offre ne peut augmenter pour des raisons techniques liées au matériel roulant et à la non-électrification de la ligne», déplore M. Dupraz. Sur mandat du canton de Neuchâtel et de la Franche-Comté, une étude sur le développement de cette liaison ferroviaire, dont les résul-

tats seront révélés prochainement, vient d'être achevée. «Avant d'envisager des améliorations, il faudra d'abord pérenniser la ligne qui elle est en train de se dégrader», relève Olivier Baud, chef du service des transports de Neuchâtel.

Pour l'ATE, le développement du rail est une nécessité: «Seuls 2% des frontaliers prennent le train. C'est ce déséquilibre qu'il faut corriger en priorité», estime Marie-Claire Pétremand, pour qui le projet de contournement ne réglerait pas la totalité du problème du trafic, une partie importante se rendant dans le centre.

Une chose est sûre: les Montagnes subiront encore quelques années les nuisances dues au trafic routier, dont le coût est estimé à 7 millions de francs pour Le Locle. I

EN BREF

LA CRISE, PRÉMISSSE DE LA FIN DU CAPITALISME?

GENÈVE Et si la crise actuelle portait en germes l'effondrement du système capitaliste? A l'invitation du Centre d'études marxistes (Chemarx) et de l'Association des étudiants en socioéconomie et démographie, l'économiste belge Henri Houben apportera, mercredi prochain à Genève, son éclairage sur la situation économique mondiale, quarante ans après ledit «choc pétrolier». Docteur en sciences économiques de l'Université catholique de Louvain (UCL), Henri Houben est actif au sein d'Attac-Belgique et du Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA). BPZ

¹ Mercredi 27 novembre, 19h, Uni Bastions (B 109).

UNE CENTAINE DE NOUVEAUX LOGEMENTS

GENÈVE Dans le canton de Genève, 931 logements neufs ont été construits durant les neuf premiers mois de l'année, selon un recensement rendu public hier par l'Office cantonal de la statistique, dont 94 par aménagement de combles ou surélévation, la plupart en ville de Genève. CPR

LE SAMEDI DU PARTAGE CÉLÈBRE SON VINGTIÈME ANNIVERSAIRE

SOLIDARITÉ Le Samedi du partage a vingt ans d'existence. Créée en 1993, cette opération de solidarité consiste à récolter auprès des clients des magasins des denrées alimentaires et des produits d'hygiène en faveur des personnes précarisées. Un nouvel appel à la générosité sera lancé samedi. Quelque 900 bénévoles inviteront les Genevois à partager leurs provisions à la sortie des 75 supermarchés partenaires, ont indiqué hier les organisateurs, parmi lesquels figure l'Hospice général. Les produits les plus recherchés sont l'huile, le vinaigre, le café, le chocolat, la lessive, le dentifrice et les brosses à dents. Depuis 1993, cet acte de solidarité avec les plus fragilisés a pris de l'ampleur. Il y a vingt ans, 16 tonnes de produits avaient été collectées. En 2012, ce chiffre est passé à 230 tonnes. Quelque 120 tonnes de marchandises ont déjà été récoltées en juin. ATS



La mobilisation ne faiblira pas d'ici au débat budgétaire du 14 décembre, ont promis les orateurs. JPDS

Quatre cents fonctionnaires municipaux en colère

VILLE DE GENÈVE • Syndicats et partis de gauche ont manifesté hier contre les coupes voulues par la droite, touchant 49 postes.

RACHAD ARMANIOS

S'il a fait froid, les oreilles des conseillers municipaux de droite ont chauffé. Hier en fin d'après-midi devant l'Hôtel de Ville, plus de quatre cents manifestants, la plupart fonctionnaires municipaux, ont bruyamment protesté contre les coupes dans le projet de budget 2014 opérées par la droite en commission des finances. La mobilisation ne faiblira pas d'ici au débat budgétaire du 14 décembre, ont promis les orateurs. Et si les coupes sont confirmées en plénière, l'Alternative lancera un référendum, ont rappelé ses représentants.

Plusieurs syndicats (SIT, SSP, Unia), les partis de gauche et nombre d'associations avaient appelé à la mobilisation. Dans la foule, alors que le Conseil municipal va bientôt siéger, des élus de l'Alternative sont de la partie. Les conseillers administratifs Esther Alder (Verts), Sami Kanaan (PS) et Rémy Pagan (EaG) sont aussi présents.

Employée des Unités d'action communautaire (UAC), une représentante du personnel explique au micro qu'elle n'est pas seulement là pour défendre les postes de travail, mais aussi les prestations à la population. «Et si on supprimait les Pâquis? Plus besoin de contrats de quartier», lui fait écho un slogan sur une pancarte.

Rappelons que les amendements votés en commission des finances totalisent 21 millions de francs d'économies. Outre des coupes linéaires dans les budgets de fonctionnement, deux services sont effacés d'un trait de plume: les UAC et l'Agenda 21. Soit quarante-neuf postes. Des pancartes du «99», l'espace de quartier des Charmilles, montrent que ses animateurs tiennent à cet outil de cohésion sociale.

«Quand un budget est déficitaire, il faut couper pour le ramener à l'équilibre. Quand il est à l'équilibre, il faut encore

couper. Ils n'ont que ça dans la tête, nous ne devons pas laisser passer ce projet-là», harangue le syndicaliste Yves Mugny (SSP).

«Ils veulent une ville antisociale, raciste, sexiste et homophobe», relaie Alfonso Gomez, président des Verts de la Ville, en référence aux projets de l'Agenda 21 qui, outre de permettre à la Ville de répondre à ses engagements environnementaux, travaille avec plus de cent associations. «La droite et l'extrême droite osent dire qu'ils ne savent pas à quoi servent les services qu'elles veulent biffer. C'est un mépris total», hurle M. Gomez.

Faut-il croire à un simple coup de force, voire à de la mauvaise humeur? «La droite est prête à tout. Elle nous sonde. Sans mobilisation, les coupes sont assurées», nous répond une manifestante. I

Notre galerie photo sur www.lecourrier.ch

Désavouée à Genève, la Cotmec pourrait renaître au niveau romand

ÉGLISE CATHOLIQUE • Bonne nouvelle pour la Commission tiers monde, elle pourrait désormais être rattachée au diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg.

En juin dernier l'Eglise catholique genevoise mettait abruptement fin au mandat pastoral de la Cotmec, sa commission tiers monde chargée de sensibiliser l'Eglise et la société à des enjeux tels que les injustices entre le Nord et le Sud, le secret bancaire, la migration, la crise écologique. Laquelle en a appelé à l'arbitrage de M^{re} Morerod. Celui-ci vient de lui proposer de devenir romande. Au lieu d'un requiem, c'est clairement un air de fête qu'entendra l'orchestre Moxos, l'ensemble baroque bolivien invité pour le concert de jubilé des quarante-cinq ans de la Cotmec, ce soir et demain à l'Espace Fusterie.

«C'est une excellente nouvelle, se réjouit Dominique Froidevaux, membre fondateur de la Cotmec et directeur de Caritas Genève; nous étions confiants, car M^{re} Morerod nous avait réservé un accueil très attentif.» Il faut dire aussi que la mobilisation a été importante, et que les lettres ont afflué à l'évêché. La dimension romande du travail de sensibilisation et de témoignage, d'ailleurs envisagée dès le début de la Cotmec, semble se concrétiser. «Cette solution a d'autant plus de sens que plus de la moitié du lectorat de notre bulletin d'information n'est pas genevois mais romand», souligne Hélène Bourban, permanente de la commission. Cotmec-Info relaie une fois par mois les voix de la société civile

du Sud mais aussi les enjeux au Nord. «Nous espérons pouvoir poursuivre notre travail sans rupture et reconstituer un poste à temps plein. Mais les questions de locaux et de budget doivent encore être précisées.» C'est au 31 décembre que le poste d'Hélène Bourban prend fin, en même temps que le mandat pastoral de la commission. Pour expliquer sa décision, l'Eglise catholique genevoise avait invoqué le fait que le travail de la commission, instituée au lendemain du concile Vatican II, ferait doublon avec celui d'autres organisations.

De son côté, la Cotmec avait clairement exclu la possibilité de poursuivre son travail de façon laïque. Comme l'expliquait son président, Claude Fol, à l'issue de la première rencontre avec M^{re} Morerod, en septembre: «Nous serions prêts à devenir une association, mais dotée d'un mandat de l'Eglise», mandat qui pourrait être rattaché directement au diocèse. «Notre identité est religieuse. La Parole à laquelle nous nous référons doit être mise en œuvre par les chrétiens.»

Comment expliquer un tel revirement? Fidèle à sa stratégie de réserve, l'évêché refuse de communiquer avant la fin du processus. Sa porte-parole, Laure-Christine Grandjean, souligne cependant que «les échanges se poursuivent de manière très positive».

DOMINIQUE HARTMANN

CONCERT JUBILÉ À L'ESPACE FUSTERIE

Intitulé Ichasi Awásare, «peuple ancien», le concert-spectacle de l'Ensemble Moxos dirigé par Raquel Maldonado met en scène chants, danses, musiques, alliant les sonorités apportées par les jésuites d'Europe aux mélodies traditionnelles des peuples premiers amazoniens. Le concert a lieu à l'invitation de la COTMEC, Commission tiers monde de l'Eglise catholique qui fête ses quarante-cinq ans, que les jeunes musiciens de Moxos jouent à Genève. Ils viennent de San Ignacio de Moxos, une ville du département bolivien de Beni (nord du pays) dont la fête patronale est inscrite au patrimoine immatériel de l'UNESCO, l'agence culturelle des Nations Unies. MOP/DR

Ce soir et demain mercredi 27 novembre à 20h, Espace Fusterie (temple), Genève, 18 place de la Fusterie. Entrée libre, chapeau à la sortie.